

UNE GUERRE MADE IN RUSSIA

Du même auteur

Les Quatre Guerres de Poutine, Buchet-Chastel, 2020.

SERGUEÏ MEDVEDEV

UNE GUERRE
MADE IN RUSSIA

Traduit du russe

BUCHET • CHASTEL

Titre original : *A War Made in Russia*
Éditeur original : Polity Press, Cambridge, Royaume-Uni
© Sergueï Medvedev, 2023.

Et pour la traduction française :
© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2024.

ISBN 978-2-283-03927-4

INTRODUCTION

« De la méthode dans la folie »

1.

À l'école, ma discipline préférée était l'histoire. Elle nous était enseignée par Galina Roudolfovna, femme austère à la coiffure monumentale, aux lunettes en cul de bouteille et à la voix péremptoire, qui était également secrétaire de la cellule du Parti de notre établissement. Son dada était la méthodologie marxiste, et elle nous exposait, d'un ton triomphant, la logique inébranlable de l'histoire d'après Marx : base et superstructure, forces productives et rapports de production, succession des ordres socio-économiques. J'aimais ce schéma harmonieux et sa capacité à apporter une réponse à toute question. Mais le programme scolaire ne s'arrêtait pas là. Galina Roudolfovna allait plus loin et nous parlait des sources du marxisme, de la philosophie classique allemande, de Schelling et de Hegel, de sa logique de l'histoire. La métaphore de Hegel empruntée à *Hamlet* a ravi mon imagination d'adolescent : l'esprit du monde, écrivait-il, creuse insensiblement dans l'épaisseur de l'histoire et remonte à la surface sous la forme d'un État idéal – lequel, pour le philosophe, était le royaume de Prusse de

son temps, encore marqué de la magnificence de Frédéric le Grand. « À sa poussée, écrit Hegel dans ses *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, quand la taupe continue de fouir à l'intérieur, il nous faut lui prêter l'oreille et lui procurer effectivité¹. »

Assis dans une classe vivement éclairée par les lampes au néon, je regardais par la fenêtre le sombre paysage matinal des derniers jours de l'automne moscovite, s'y dessinaient des immeubles gris et des arbres nus. Je me souviens des dernières années de l'Union soviétique comme d'une époque terne et figée : files d'attente devant les magasins, chansons patriotiques à la radio, échanges à mi-voix, conversations des adultes sur la bombe atomique, l'académicien Sakharov, la guerre en Afghanistan – les cimetières moscovites se peuplaient de nouvelles rangées de tombes où reposaient des gars à peine plus âgés que moi, et mes camarades de classe et moi avions bien conscience de l'absolue nécessité d'entrer à la fac pour obtenir un sursis militaire. En novembre de cette année 1982, Brejnev est mort, le chassé-croisé des secrétaires généraux a commencé, l'Union soviétique s'enfonçait dans le monde des ombres. Ce pays-là a disparu quelques années plus tard, il a soudain rendu son dernier souffle. Comme il arrive souvent avec l'État en Russie – « Pas sur un boom, sur un murmure² ». Pourtant les leçons de philosophie hégélienne me sont restées, tout comme l'image shakespearienne de la taupe de l'histoire, et le désir d'écouter son creusement incessant, de chercher une logique dans les événements historiques.

Quarante ans plus tard, la Russie mène de nouveau une guerre coloniale sur le territoire d'un pays voisin, l'Ukraine, et de nouveau l'on entend s'élever les chants patriotiques, tandis que les rangées de tombes sont de plus en plus longues, et que reviennent la peur d'une frappe nucléaire

ainsi que les conversations à mi-voix dans la cuisine. On s'attendait à cette guerre, les services de renseignements britanniques et américains multipliaient les avertissements, et pourtant personne ou presque ne croyait qu'au XXI^e siècle une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, déploierait, de manière directe et frontale, un contingent de près d'un quart de million d'hommes pour envahir un pays voisin, tenter de s'emparer de son territoire et d'en renverser le gouvernement légitime – comme si nous étions encore au cœur du XX^e siècle, sinon du XV^e ou du XVI^e. L'Europe n'avait vu rien de tel depuis 1945, et d'un point de vue plus large, seule l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1990 revient à l'esprit. La guerre de la Russie contre l'Ukraine déclenchée en 2022 marque une fracture géopolitique majeure, l'écroulement de tout un système international de sécurité, c'est une tragédie pour l'Ukraine, mais aussi une catastrophe pour la Russie qui, s'étant coupée de la communauté internationale, est entrée dans un régime de chute libre.

Personne ne pouvait prédire l'ampleur de cet écroulement : nous dégringolons avec l'avalanche, en essayant de nous maintenir à la surface, de ne pas être ensevelis vivants. Grande est la tentation d'imputer tout cela à la folie d'un seul individu, qui aurait provoqué l'avalanche par un coup de pied sur une pente dangereuse, ou à une élite russe embourbée dans le marais du ressentiment et du complexe d'infériorité, de qualifier tout cela de « guerre de Poutine » et de « syndrome post-impérial », mais user de ces formules voudrait dire que je renonce à porter un regard objectif sur l'histoire. Ce livre est une tentative pour discerner une « méthode dans la folie », comme l'écrivait Shakespeare³, pour trouver une loi dans la catastrophe, l'inscrire dans la logique de l'histoire russe, dans les phases de la vie et de la

mort de l'Empire russe, dans les structures de la politique, de la société et de la conscience collective russes. Autrement dit, une tentative pour déceler le caractère objectif de cette guerre : telle la taupe, elle s'est longuement préparée, se frayant un chemin dans l'épaisseur du temps, puis elle est remontée à la surface sous la forme de l'État poutinien qui a déclenché le carnage le plus sanguinaire qu'ait connu l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

2.

La guerre a toujours été un mode d'existence pour l'État russe, sa raison d'être. Apparue à l'aube de l'ère moderne aux confins orientaux de l'Europe, « coincé entre la Lituanie et les Tartares », selon la juste expression de Marx, il s'est formé au fil d'une lutte permanente contre les empires grandissants de l'Occident d'un côté, et des cavaliers de la steppe eurasienne de l'autre. À l'ouest, la tâche essentielle de l'État russe était en premier lieu de se défendre : durant des siècles, il a repoussé les offensives des armées européennes – Polonais et Lituaniens au xvii^e siècle, Suédois au xviii^e, Napoléon, puis encore une fois Français et Anglais en Crimée au xix^e, Allemands et Autrichiens au début du xx^e, et ensuite Hitler quelque vingt ans plus tard... Tout cela a donné naissance à ce que Vassili Klioutchevski, historien russe du xix^e siècle, nommait « la structure militaire de l'État », organisé avant tout pour faire la guerre. Au xviii^e siècle, la Russie dut construire un rempart défensif allant de la mer Noire à la Baltique, long de plus de 2 000 kilomètres, constitué d'une double ligne de forteresses, séparées par une journée de marche, mais il ne suffisait pas à la protéger de nouvelles invasions. En

conséquence de ces guerres, la Russie est le seul empire de l'ère moderne à avoir été en mesure de tenir bon lors de sa confrontation avec l'Occident, tandis que tous les autres – les empires mésoaméricains des Aztèques et des Incas, l'empire des Séfévides en Perse, celui des Grands Moghols en Inde, la dynastie Qing et le shogunat Tokugawa au Japon – tombaient sous la pression d'une civilisation qui les surpassait, pour n'en être plus que des colonies ou des protectorats : Marshall Poe, professeur d'histoire à Harvard, appelle cela le « moment russe » de l'histoire du monde, et l'impute justement à l'organisation spécifique de l'État et de la société russes⁴. Dans le même temps, la Russie étendait son domaine à l'ouest, après avoir annexé la Pologne, la Finlande et la Bessarabie.

Au sud et à l'est, la Russie n'a cessé également de se défendre durant les premiers siècles de son existence – d'abord, au milieu du XIII^e siècle, les Mongols ont envahi la Rus' de Kiev pour l'intégrer à la province occidentale du khanat de Djötchi, au sein de l'empire de Gengis Khan, mais après l'éclatement de la Horde deux siècles plus tard, la Moscovie a encore longtemps guerroyé contre ce qui en restait : les raids des Nogaïs et des Tatars de Crimée contre la Rus' ont continué jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Très tôt, pour se protéger des incursions des peuples des steppes sur ses frontières méridionales et orientales, elle a créé et fortifié, à l'autre bout de la Grande Steppe, une ligne de défense, analogue à la Grande Muraille de Chine, mais construite en bois, matériau essentiel pour la civilisation sylvestre russe. À partir du milieu du XVI^e siècle, dès lors qu'Ivan le Terrible s'empare de Kazan, capitale du khanat du même nom – un des principaux héritiers de la Horde et rival de Moscou –, et traverse la Volga, commence une incessante expansion de la Russie vers l'est et le sud, qui

se poursuit durant les quatre siècles suivants. Au cours de cette progression sans précédent (Richard Pipes a calculé qu'entre les XVI^e et XVII^e siècles, la Russie s'est agrandie chaque année à raison de 35 000 kilomètres carrés, soit la superficie de la Belgique), la Russie a accaparé toute l'Eurasie du Nord et s'est transformée en un des plus grands empires continentaux⁵.

Cet élargissement, en plus des guerres et des expéditions continuelles, a nécessité une organisation particulière de l'État, de ses rapports avec la population et de sa manière de gouverner le territoire. Alexandre Etkind a nommé ce phénomène « colonisation intérieure », qui a vu l'État russe coloniser son propre peuple à l'intérieur de ses frontières, tout en repoussant celles-ci au gré d'une colonisation extérieure⁶. Les rapports entre l'État et la population en Russie ont toujours été construits sur un modèle non pas civique et républicain, mais colonial et exploiteur – les êtres humains étant considérés comme une ressource naturelle pour mener à bien les objectifs stratégiques de l'État. La colonisation de la Sibérie et de l'Extrême-Orient a été, à maints égards, militaro-policière et « pénitentiaire » (à l'instar de la colonisation de l'Australie par l'Empire britannique) : sur les terres conquises, l'État bâtissait des forteresses et des fortins, des prisons, peuplant d'immenses étendues gelées de soldats, de déportés et de forçats. De ce fait, l'espace russe est souvent vu sous un aspect répressif, carcéral : durant plusieurs siècles, la Sibérie a suscité la crainte en tant que lieu d'exil, c'est dans les grands froids sibériens qu'ont péri sans laisser de trace des générations d'ennemis de l'État, des gens simplement indésirables et des peuples entiers, et cet espace est devenu synonyme d'exclusion, de châtement et d'oubli.

Guerres extérieures et colonisation intérieure ont défini un rôle spécifique de la violence dans les rapports entre le pouvoir et la société, entre l'État et l'individu – l'espace russe s'est trouvé soumis à un régime de surveillance policière excluant presque totalement toute organisation civique, toute autonomie territoriale. Sous le régime militaro-féodal ainsi constitué, la noblesse terrienne remplissait avant tout une fonction militaire : le propriétaire foncier recevait de l'État un lopin de terre et y formait des soldats afin de fournir des recrues à l'armée et, à l'appel du tsar, d'aller à la guerre avec armes, chevaux et charroi. Le pays a vu s'instaurer ainsi une élite militarisée : l'aristocrate est inscrit dès sa naissance dans un régiment précis, et ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle que la noblesse a la possibilité d'effectuer un service civil régulier. La guerre devient une routine, une tâche ordinaire pour une grande part de la population, le risque d'être tué donne naissance au fameux fatalisme russe, à l'habitude de jouer avec le sort. C'est ce dont parle Iouri Lotman, quand il étudie la culture russe des XVIII^e et XIX^e siècles, pour expliquer la passion des Russes pour les jeux de cartes et les duels⁷.

C'est toujours cette même « structure militaire de l'État », selon Klioutchevski, qui a conduit les services spéciaux et la police secrète à jouer un rôle particulier en tant que dépositaires de la violence d'État. Soumis à fort peu de contraintes et de contrepoids institutionnels, ils obtenaient un accès direct au pouvoir suprême et exerçaient une influence démesurée sur la politique du gouvernement. Dans l'URSS de Staline, il en a résulté une terreur à grande échelle menée par les services de sécurité de l'État : l'Union soviétique s'est intrinsèquement transformée en un État terroriste, en institutionnalisant l'idée d'une guerre de l'État contre sa propre population et d'une guerre de l'empire contre le

monde extérieur, et en faisant de la violence non plus un instrument de l'État, mais sa fonction essentielle.

Mikhaïl Gorbatchev a tenté de briser ce schéma, d'affaiblir la peur que la Russie inspirait au monde, en permettant le démantèlement de l'Empire soviétique en Europe de l'Est et la montée de la conscience nationale dans les républiques mêmes de l'URSS, ainsi qu'en acceptant des réductions sans précédent des forces nucléaires et conventionnelles soviétiques. Mais sa tentative n'était qu'une demi-mesure, tout comme les réformes ultérieures lancées par Boris Eltsine : s'ils se sont attaqués aux structures de domination impériale, ils n'ont pas osé s'en prendre aux appareils de la violence intérieure et surtout pas au système du KGB, qui en ces temps nouveaux s'était donné le nom de FSB, mais conservait ses fonctions antérieures, ses leviers d'influence et son mode de pensée, tout en se fondant naturellement dans la nouvelle structure de marché de la Russie postsoviétique à titre de principale entreprise productrice de violence. Mieux encore, les tchékistes* ont gardé vivant le mythe, hérité de l'époque soviétique, d'un « Ordre secret », d'un pouvoir caché venant au secours de l'État menacé de dislocation.

... 1999. La Russie vient de traverser dix années difficiles de transformation postcommuniste, les « années sauvages ». En 1998, le pays a connu une très grave crise économique : le 17 août, l'État a annoncé un défaut de paiement sur sa dette à court terme. À la fin de l'année, le rouble est tombé au tiers de sa valeur, le niveau de vie s'est effondré, le système bancaire est paralysé. Boris Eltsine, après avoir subi un pontage coronarien, a presque abandonné ses fonctions

* Agents de la Tchéka, la police politique créée par Felix Dzerjinski en 1917, dont le nom sert toujours à désigner les agents de la sûreté de l'État, qu'il s'agisse du KGB ou de son héritier, le FSB [N.d.T.].

et a disparu un long moment du Kremlin : dans le langage de son porte-parole, il « travail[ait] sur ses dossiers ». Sa « famille » (sa fille, son futur gendre, les fonctionnaires et oligarques qui lui étaient proches), angoissée par le défaut de paiement, soucieuse de la transition du pouvoir et de garanties pour sa propre sécurité, lui a cherché fébrilement un successeur. Les sondages d'opinion montraient invariablement que le pays aspirait à la stabilité et réclamait un État fort et une figure du *silovik** – un homme d'âge moyen, sobre et en bonne santé : un général d'active ou un représentant des services spéciaux, un « agent secret ». La figure choisie pour incarner l'homme fort réclamé par la population et l'entourage d'Eltsine fut le directeur du FSB, le zélé et discret colonel Vladimir Poutine. En août 1999, Eltsine le nomma président par intérim du gouvernement de la Russie et le désigna pour successeur. Le 31 décembre 1999, Eltsine annonça sa démission et Poutine devint chef de l'État par intérim ; en mars 2000, il fut élu président. La Russie entrait dans un nouveau siècle et une nouvelle ère politique.

3.

Une des principales questions auxquelles ce livre essaie de répondre est celle-ci : le conflit en Ukraine est-il une guerre personnelle de Poutine ou une guerre de toute la Russie ? Ou bien, de manière plus générale : le régime actuel est-il accidentel, imposé par un unique individu, ou bien naturel,

* Tout collaborateur des ministères et organismes auxquels l'État délègue son monopole de la violence légitime (police, armée, justice, services secrets, etc.) [N.d.T.].

fruit d'une longue évolution du pays ? Dans un livre récemment publié, Samuel Greene et Graeme Robertson optent pour la seconde réponse : « Il faut penser non à la Russie de Poutine, mais au Poutine de la Russie. Nous devons bien comprendre que Poutine ne se place pas au-dessus de son pays, mais qu'il incarne ce pays, sa politique, sa société et son histoire⁸. » Au reste, il y a près de vingt ans, en 2005, l'écrivain Viktor Pelevine, célèbre pour ses aphorismes sur la vie russe contemporaine, déclarait lors d'une interview que la Russie avait trouvé son idée nationale : « C'est Poutine lui-même⁹. »

La question de Poutine est avant tout une question d'identité. À une époque de multiples fractures – effondrement de l'Empire soviétique, arrivée de l'économie de marché avec ses tentations et ses risques, crise des « valeurs traditionnelles » et coups de boutoir de la mondialisation –, la Russie s'est trouvée confrontée à une profonde crise identitaire. Le système de valeurs communiste s'était décomposé et avait sombré dans le passé, le marché mondial ne pouvait créer de substitut adéquat. L'« idée russe » demeurait l'apanage de marginaux barbus. Aussi, pour y remédier, Poutine a-t-il commencé à promouvoir l'idée de nostalgie d'un grand passé de la Russie, de son lustre impérial perdu.

Poutine n'est pas le seul dirigeant à avoir recouru à cette grandeur révolue, et il a même anticipé plusieurs phénomènes survenus en différents points du globe : Trump et son *Make America great again*, le Brexit et sa nostalgie d'une Grande-Bretagne indépendante du reste de l'Europe, les nationalistes d'Europe de l'Est comme Viktor Orbán ou Jarosław Kaczyński, et l'extrême droite en Europe de l'Ouest ; d'un autre côté, son tournant conservateur et autoritaire a devancé à bien des égards l'autoritarisme d'un Recep Tayyip Erdoğan, d'un Narendra Modi ou d'un

Xi Jinping, c'est pourquoi on se gardera de sous-estimer l'attractivité du poutinisme dans le reste du monde. Le message principal s'adressait cependant à ses compatriotes : tel le héros des films cultes *Le Frère* (1997) et *Le Frère 2* (2000), Danila Bagrov (équivalent russe de Rambo, qui débarrassa les États-Unis du « syndrome du Vietnam »), Poutine promettait de venger les « affronts » infligés à la Russie (généralement imaginaires) et de « relever la Russie mise à genoux ». Les consultants politiques qui ont modelé l'image de Poutine dans les années 1999-2000 ont bien saisi le type de personnage nécessaire : un leader fort, dur et intransigeant, prononçant des mots justes sur la lutte contre le terrorisme sans faire de courbettes aux libéraux. Se démarquant des fades politiciens de l'« époque post-héroïque », Poutine dévoilait au monde l'archétype du chef militaire se mettant en scène dans le cockpit d'un avion de chasse, sur le pont d'une vedette de la marine ou à cheval, torse nu, offrant ainsi une des images les plus mémorables du XXI^e siècle, qui nous renvoyait au temps de la masculinité, du patriarcat et de la force brute.

Poutine a rendu à la Russie l'un de ses principaux archétypes : la guerre. Il a accédé au pouvoir en tant que « président de guerre » et absolument chaque année de son règne a été marquée par ce sujet. Sa désignation précipitée au poste de Premier ministre, le 9 août 1999, coïncidait avec l'attaque de combattants tchéchènes contre le Daghestan survenue deux jours plus tôt. Ensuite se produisirent une série d'explosions mystérieuses dans plusieurs immeubles d'habitation à Moscou, Volgodonsk et Bouïnaksk, au sud de la Russie, qui firent trois cents morts et mille sept cents blessés ; une autre explosion fut évitée dans un immeuble de Riazan, qui fut présentée comme un « exercice du FSB ». On désigna pour coupables les terroristes tchéchènes ;

à en croire certains toutefois ces attentats avaient pour origine le FSB et Poutine lui-même, désireux d'améliorer sa cote de popularité avant l'élection présidentielle de 2000, de renforcer le rôle du FSB et de justifier une nouvelle guerre en Tchétchénie. L'un des hommes qui accusèrent ainsi Poutine était un ancien lieutenant-colonel du FSB, Alexandre Litvinenko, lequel, selon une enquête des services spéciaux britanniques, fut empoisonné au polonium par des agents russes à Londres en novembre 2006.

Quel que fût le responsable de ces explosions, la deuxième guerre de Tchétchénie eut pour effet d'accroître considérablement la popularité de Poutine, tandis que sa promesse de « buter les terroristes jusque dans les chiottes » devenait un mème et la devise de son premier mandat présidentiel – un mandat fondé sur la lutte contre le terrorisme et coïncidant avec les attentats du 11-Septembre puis la guerre menée par les États-Unis en Irak. La coopération avec les États-Unis prit cependant fin en septembre 2004, quand les terroristes tchéchènes envahirent une école à Beslan, en Ossétie du Nord : trois cents enfants moururent lors d'une tentative ratée de libération des otages, mais Poutine, de manière inattendue, rendit responsables de l'attentat non pas les extrémistes islamistes, mais les pays occidentaux qui d'après lui étaient derrière eux. Depuis lors, le point de confrontation dans la guerre poutinienne permanente s'est déplacé vers l'Occident, accusé par Poutine d'avoir provoqué l'effondrement de l'URSS, qu'il qualifie de « plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle », et d'avoir tenté ensuite d'affaiblir et de démembrer la Russie.

En 2007, cette idéologie prit la forme d'une sorte de « doctrine Poutine » qui, exposée lors de la conférence sur la sécurité de Munich, ne manqua pas de choquer l'auditoire :

elle incluait des invectives à l'adresse des États-Unis, contre l'élargissement de l'OTAN et le « monde unipolaire », ainsi qu'une déclaration sur les intérêts vitaux de la Russie. En fait, il s'agissait de la déclaration d'une nouvelle guerre froide. Un an plus tard, en août 2008, la Russie entra en Géorgie, envahissait une partie de son territoire, l'Ossétie du Sud, et reconnaissait l'indépendance de ce quasi-État. Vers la même époque, d'après le témoignage d'initiés, les esprits des résidents du Kremlin furent frappés par le livre de Mikhaïl Iouriev, homme d'affaires et politicien russe, *Le Troisième Empire. La Russie comme elle devrait être*, ouvrage de politique-fiction relevant de l'uchronie : vers le milieu du XXI^e siècle, à la suite de plusieurs guerres mondiales, une Russie autoritaire vainc les États-Unis et occupe toute l'Europe, la Turquie et le Proche-Orient. Cette utopie patriotique fut comprise sinon comme un manuel d'action, du moins comme la prédiction d'une guerre inévitable contre l'Occident dans les années 2020 : l'occupation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, puis de la Crimée et de l'est de l'Ukraine n'a fait que confirmer, aux yeux du Kremlin, la justesse du scénario exposé.

Dans la perspective de la guerre à venir, la Russie a lancé un impressionnant programme de réarmement pour les années 2011-2020, d'un coût de 700 milliards de dollars, et entamé une réforme de l'armée sous la direction du ministre de la Défense, Anatoli Serdioukov (un civil), visant à développer une armée professionnelle qui soit plus mobile. En 2013 fut élaborée la « doctrine Guerassimov », du nom du chef de l'état-major des forces armées : elle défendait le concept de « guerre hybride », laquelle, à côté des outils militaires classiques, mettait l'accent sur des actions non militaires : pressions politiques et diplomatiques, guerre

de l'information, activités subversives, remplacement des dirigeants des pays adverses, etc.

Mais le principal changement survenu en Russie au cours des quinze dernières années, c'est que la guerre est devenue le langage du quotidien, l'idée même de la guerre est devenue banale, habituelle, tout comme les rituels militaristes dans la propagande de l'État et dans la vie de tous les jours. D'un côté, on n'a eu de cesse d'instaurer le culte de la Seconde Guerre mondiale et la religion de la Victoire, devenue l'idéologie non officielle de l'État. De l'autre, le militarisme a pénétré toutes les sphères de la vie, les fêtes populaires et les festivals de rock, les lycées, les collèges et les écoles maternelles : partout, on a vu des expositions de véhicules blindés et d'armes à feu, on s'est mis à vêtir les enfants de vareuses de soldats, à leur apprendre à monter et à démonter des mitraillettes, à asseoir les petits dans des landaus en forme de chars d'assaut. En 2008, la Russie est revenue aux défilés de véhicules militaires, abandonnés depuis l'époque soviétique, et chaque année, on fait circuler, dans les rues des villes, des engins de plus en plus lourds qui détruisent l'asphalte et ruinent les infrastructures urbaines, jusqu'à des missiles balistiques nucléaires Topol-M. À la télévision, on a entendu les présentateurs discourir avec gourmandise sur des frappes nucléaires contre Londres et Washington, menaçant de les réduire en « cendres radioactives », tandis que Poutine, lors de son discours annuel devant le Parlement, faisait projeter des animations montrant des missiles hypersoniques russes capables de faire le tour du globe : du point de vue de la propagande guerrière, la Russie s'est transformée en une sorte de Corée du Nord.

La guerre a captivé l'imaginaire de la population, elle est devenue attirante et même désirable. Les deux générations

soviétiques d'après-guerre avaient eu pour mantra : « Tout sauf la guerre. » L'État soviétique dirigé par des hommes qui avaient connu la Seconde Guerre mondiale prônait la lutte pour la paix, du moins en paroles. Mais au XXI^e siècle tout a changé, les Russes ont été séduits par le slogan revancharde et la promesse de Poutine de « relever la Russie mise à genoux », et sur les vitres arrière de millions de voitures est apparu un autocollant frivole où le blason soviétique, marteau et faucille, violente la svastika nazie, avec en guise de légende : « 1941-1945. On peut le refaire. »

4.

Mon livre précédent, *Les Quatre Guerres de Poutine*, traitait déjà de la guerre. Plus précisément, des quatre « guerres » intérieures que le régime, de plus en plus autoritaire, avait menées au cours du troisième mandat présidentiel de Poutine, entre 2012 et 2018, quand celui-ci était revenu au pouvoir après le bref et timide « dégel », en réalité fictif, amorcé par Dmitri Medvedev lors de son court passage à la présidence (2008-2012). Ce dégel s'acheva par une « révolution de la dignité » avortée durant l'hiver 2011-2012, manifestations de protestation dans les rues de Moscou et de quelques autres mégapoles, auxquelles les autorités répondirent en enclenchant une mécanique de répression et de terreur politique toujours en vigueur aujourd'hui.

La première des quatre était une « guerre pour le contrôle de l'espace ». La Russie, à la manière des puissances classiques des siècles précédents, est devenue obsédée par l'idée de conquête territoriale, depuis des prétentions mégalomanes sur l'Arctique (la Russie revendique près de 1,2 million de kilomètres carrés de territoire maritime dans